

# Avant-propos

Dans le cadre du programme de recherche en réseau ACRALENOS (Analyse Comparée des Relations Agricoles et agroalimentaires en Libre-Echange Nord-Sud) le présent volume d'Options Méditerranéennes fait suite au Séminaire ACRALENOS II qui s'est tenu les 9 et 10 novembre 2006 dans les locaux de la CEPAL et de l'Universidad de Chile à Santiago du Chili, sur le thème « Libéralisation commerciale agricole et pays en développement : des effets attendus aux impacts effectifs ». Ce séminaire, qui a réuni une quarantaine de chercheurs de dix pays méditerranéens ou sud-américains, a été rendu possible grâce au soutien :

- des Nations Unies, Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), Santiago,
- de l'*Instituto de Desarrollo Agropecuario* (INDAP), Santiago,
- du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), Paris,
- du Ministère français des Affaires Etrangères (en particulier à travers la Délégation Régionale de Coopération pour le Cône Sud et le Brésil),
- de la Région Aquitaine, France,
- du GDR CNRS N°1964 « Economie Méditerranée Monde Arabe » (EMMA).

Ce séminaire faisait suite au premier séminaire ACRALENOS qui s'était tenu en novembre 2004 à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM) et qui avait donné lieu à la publication d'un numéro de la revue *Région et Développement*<sup>1</sup> :

Le premier séminaire ACRALENOS, à travers l'analyse de six cas nationaux de Pays en Développement en Méditerranée et en Amérique Latine - Maroc, Tunisie, Turquie et Mexique, Chili, Argentine – avait permis de mettre en évidence la diversité des stades d'avancement des processus de libéralisation agricole – beaucoup plus avancés dans l'hémisphère américain que dans la zone euro-méditerranéenne – mais aussi la similitude des espoirs et des craintes face aux effets primaires attendus de la libéralisation dans les pays en développement :

- espoir de dynamisation des exportations agricoles et agroalimentaires, d'une réaffectation plus productive des facteurs de production libérés par l'abandon de cultures de produits désormais importés, d'une diminution des prix de denrées alimentaires importées, tous ces éléments allant dans le sens d'une réduction de la pauvreté, avec cependant des perdants, notamment parmi les petits paysans produisant et commercialisant sur le marché des cultures concurrencées par les importations;

- crainte des obstacles économiques à la reconversion (capital à investir, dans certains cas disponibilité de main d'œuvre saisonnière...) qui viendraient relativiser les possibilités agronomiques de cette reconversion lorsqu'elles existent, et crainte aussi des difficultés de gestion sociale, politique, territoriale et environnementale pouvant résulter du modèle de développement agricole mis en place en réponse à une libéralisation agricole voulue par les uns et subie par les autres, difficultés susceptibles d'engendrer des effets pervers pouvant freiner le processus de développement au lieu de le stimuler.

Avec deux ans de recul et les premiers bilans des expériences de libéralisation dont nous commençons à disposer, le séminaire ACRALENOS II ambitionnait d'aller plus loin dans la réflexion et de se demander, au-delà des effets primaires attendus des processus de libéralisation, si la réalité des impacts effectifs n'était pas plus complexe et plus paradoxale, tant au niveau des aspects positifs que négatifs attendus en première analyse et si les effets positifs n'étaient pas beaucoup plus conditionnels et moins automatiques que ne laissaient prévoir les

partisans de la libéralisation. Quatre directions nous semblaient ainsi mériter une attention toute particulière à l'occasion du deuxième séminaire ACRALENOS :

- la libéralisation n'est pas une condition suffisante à l'approfondissement de la spécialisation internationale agricole et donc à l'accroissement des débouchés exportateurs des pays en développement. En effet, la libéralisation n'ouvre pas automatiquement l'accès à l'assiette du consommateur : plusieurs filtres doivent être franchis au préalable, liés aux normes des pays importateurs, normes publiques, bien sûr, mais aussi normes privées de la Grande Distribution.

- la libéralisation peut être, mais n'est pas automatiquement, un outil de réduction de la pauvreté ; les baisses de prix qu'elle est supposée générer peuvent être captées à l'intérieur des filières agroalimentaires et ne pas bénéficier au consommateur final. De même, sur le marché interne des pays exportateurs de produits agricoles, l'ouverture commerciale des pays partenaires peut déboucher sur une hausse des prix de produits de base qui peuvent désormais s'écouler sur le marché mondial à des prix plus élevés.

- la libéralisation favorise la diffusion planétaire d'un modèle de production, distribution et consommation de type agro-industriel et agro-tertiaire qui apparaît de plus en plus en contradiction avec la nécessité de promouvoir un développement durable nécessairement soucieux de diversité.

- la libéralisation n'est pas une simple réhabilitation de mécanismes de marché qui viendraient se substituer à d'anciennes régulations étatiques : sa réussite suppose le bon fonctionnement de multiples institutions, la mise en place de nouvelles politiques publiques et plus généralement la mobilisation d'agents collectifs.

Les communications présentées à Santiago lors du Séminaire ACRALENOS ont amplement confirmé que les processus de libéralisation agricole sont d'une complexité extrême, de par leurs implications économiques, sociales et environnementales. De plus, en fonction de leurs caractéristiques diverses (agronomiques, sociales et économiques) les territoires présentent des adaptabilités très différentes à des modifications de la donne commerciale internationale agricole et agroalimentaire. Le programme ACRALENOS en général et le séminaire de Santiago en particulier permettent ainsi de déboucher sur un nouveau cadre analytique de la libéralisation commerciale agricole avec le paradigme ORV (Opportunités, « Reconvertibilités », Vulnérabilités) qui est proposé dans l'introduction de ce volume.

Le grand nombre de communications qui ont été présentées à Santiago rendait difficile une publication exhaustive dans la collection Options méditerranéenne du CIHEAM. Un choix éditorial a donc été fait : publier les travaux les plus généraux et synthétiques qui ont été présentés à Santiago, plus des communications axées sur les réalités sud-américaines (plutôt peu connues du lectorat habituel d'un support axé sur la Méditerranée), et donc laisser de côté pour cette publication les communications de nos amis méditerranéens qui ont déjà eu l'occasion de présenter les réalités de leurs pays dans les publications du CIHEAM.

Laurent Bonneau<sup>2</sup>,  
Bertrand Hervieu<sup>3</sup>,  
Henri Regnault<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Libéralisation agricole et pays en développement, coordonné par Michel Petit, Jean-Louis Rastoin et Henri Regnault, Région et Développement N°23, 2006.

<sup>2</sup> Conseiller régional de coopération à la délégation régionale française de coopération pour le Cône sud et le Brésil.

<sup>3</sup> Secrétaire Général du CIHEAM, (Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes)

<sup>4</sup> Professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, Coordinateur du Programme ACRALENOS